



**Organisation Féminine**  
qui transforme les survivantes  
en actrices de paix  
et de **gouvernance durables**

**DYNAMIQUE DES FEMMES POUR LA BONNE GOUVERNANCE**

**RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN À MANGUREJIPA**  
**DYNAMIQUES DES VIOLENCES ARMÉES,**  
**RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE ET PRO-**  
**TECTION DES CIVILS DANS LE SECTEUR**  
**DES BAPERRE (RDC)**

**Production : DYFEGOU**

**Rédigé par : Rose Kahambu Tuombeane & Zéphirin Mathe**

**Date : 27 mars 2026**

**Lieu : Mangurejipa, RDC**

# **1** INTRODUCTION GÉNÉRALE



*Un cimetière des victimes tuées par des rebelles de l'ADF dans le secteur de Bapere*

La mission de DYFEGOU à Mangurejipa s'inscrit dans un contexte de crise sécuritaire prolongée marqué par des violences armées récurrentes, des déplacements forcés de populations, des incendies de villages et une forte vulnérabilité des femmes et des enfants.

Dans cette zone, les violences ne sont pas uniquement des faits isolés, mais s'inscrivent dans une dynamique complexe où s'entrecroisent insécurité, pauvreté structurelle, exploitation minière artisanale non réglementée et fragilisation du tissu social.

C'est dans ce cadre que DYFEGOU a conduit une mission de terrain visant à :

- Apporter un soutien moral et symbolique aux familles victimes ;
- Renforcer la solidarité communautaire, notamment envers les femmes ayant participé à la marche de colère du 27 janvier 2026 ;
- Documenter les violences et leurs impacts ;
- Observer les dynamiques locales de conflit et de résilience ;
- Contribuer au plaidoyer pour une réponse structurelle aux violences.

## **2** OBJECTIFS DE LA MISSION



*Lors d'une séance de reconfort animée par Rose Tuombeyane et d'autres membres de la DYFEGOU*

La mission poursuivait les objectifs suivants :

- Apporter un accompagnement moral et un soutien de solidarité aux familles endeuillées ;
- Observer les réalités sécuritaires sur le terrain ;
- Documenter les violations des droits humains ;
- Comprendre les liens entre exploitation minière artisanale et violences basées sur le genre ;
- Renforcer la cohésion sociale et la résilience communautaire ;
- Produire des éléments de plaidoyer pour les acteurs institutionnels et humanitaires.

La mission a adopté une approche qualitative, participative et empirique basée sur le terrain.

# **3** MÉTHODOLOGIE UTILISÉE



*Un village visité après une attaque. Outre les morts, des dizaines de maisons avaient été brûlées dans cette partie du secteur de Bapere*

### **3.1 Observation directe**

Visites effectuées dans plusieurs sites sensibles :

- villages affectés par les violences ;
- fosses communes ;
- sites de mémoire et tombes collectives ;
- zones minières artisanales.

### **3.2 Entretiens communautaires**

Des échanges informels et semi-structurés ont été menés avec :

- autorités locales ;
- leaders communautaires ;
- familles victimes ;
- femmes et jeunes de la communauté.

### **3.3 Observation participative**

Participation aux cérémonies de recueillement, aux visites de tombes et aux activités communautaires afin de mieux comprendre les dynamiques sociales et émotionnelles.

### **3.4. Analyse documentaire, triangulation et observation de terrain**

Les données collectées ont été triangulées à travers :

- les témoignages locaux ;
- les focus groups communautaires ;
- les observations directes sur les sites visités ;
- la documentation des incidents sécuritaires disponibles.

### **3.5 Considérations éthiques**

Respect strict de la dignité des victimes, confidentialité des témoignages et sensibilité face aux traumatismes communautaires.

### **3.6. Focus group discussions et validation communautaire**

Des **focus groups discussions (FGD)** ont été organisés avec différentes catégories d'acteurs communautaires, notamment les femmes, les jeunes, les leaders locaux et les familles victimes. Ces échanges ont permis de croiser les perceptions, de valider certaines informations sensibles et de renforcer la fiabilité des données collectées.

# **4** DÉROULEMENT DE LA MISSION



*Des maisons abandonnées à la suite de l'activisme de l'ADF dans le Bapere*

#### **4.1 Accueil et lancement des activités**

La délégation a été accueillie à l'espace Kasmate.

Interventions principales :

- Mme Rose Kahambu : présentation des objectifs de la mission ;
- Mme Kavira Vahwere Dekila : historique et activités de DYFEGOU ;
- Mme Rose Twambe : sensibilisation communautaire sur la solidarité et la cohésion sociale.

#### **4.2 Activités de solidarité et visites de terrain**

Dans le cadre de la clôture du mois de la Femme, DYFEGOU a réalisé :

- remise de soutien symbolique aux familles des victimes de la répression de la marche du 27 janvier 2026 ;
- gestes de solidarité envers les femmes de Mangurejipa ;
- dépôt de fleurs sur les tombes des victimes.

## **Sites visités :**

- site des 26 victimes des massacres de NTOYO (8 septembre 2025) ;
- fosse commune de six personnes calcinées ;
- parcelles incendiées (dont place Nganda) ;
- sites de mémoire et lieux d'habitation détruits.

## **4.3 Réunion communautaire de sensibilisation**

### Participants :

- autorités locales ;
- représentants de la jeunesse ;
- familles victimes ;
- leaders communautaires et cadres des femmes.

### Interventions notables :

- M. Silva, conseiller de la jeunesse : remerciement et encouragement à DYFE-GOU ;
- M. Biloya, chef de cellule ;
- Mme Boyina, représentante des familles ;
- Mme Zabu Ntoka, cadre des femmes.

Une visite officielle a été effectuée au bureau du secteur Bapere où la délégation a été reçue par les autorités locales.

# 5

## SITUATION SÉCURITAIRE ET CHRONOLOGIE DES VIO- LENCES



*Des capitaux consommés rappelant le passage des rebelles dans le Bapere*

## 5.1 Chronologie des principaux incidents

- 16 décembre 2024 : attaque à Bapokorambo (patrouille militaire impliquée);
- 27 mars 2015 : violences à NTOYO;
- 1er janvier 2025 : violences impliquant des militaires à Katanga ;
- 18 septembre 2025 : civils tués à Ndoyo ;
- 28 octobre 2025 : incendies de maisons à Malengya ;
- 27 janvier 2026 : répression de la marche des femmes à Mangurejipa (2 jeunes garçons tués) ;
- 2026 : cas d'enfants morts à Bwerem Nsama.

**Source :** *Focus groups avec les notables du secteur de Bapere (Mangurejipa), entretiens communautaires et documentation de la presse locale.*

## 5.2 Situation actuelle

- Certaines zones comme Asaboko, Bududja et Mafenano sont sous contrôle des

FARDC ;

- Amélioration relative de la sécurité ;
- Persistance d'un climat de peur et d'instabilité.

### 5.3. Cas documentés de violences graves (témoignages et constats de terrain)

Les descentes communautaires et les entretiens réalisés dans le cadre de la mission ont permis de documenter plusieurs cas majeurs de violences ayant profondément marqué les communautés locales. Ces événements, rapportés par les populations, les leaders locaux et les sites visités, illustrent la gravité et la récurrence des attaques contre les civils.

À **Ntoyo**, il a été rapporté qu'au moins **74 civils ont été tués, 4 autres blessés, et 14 maisons incendiées** lors d'une attaque violente. Plusieurs victimes auraient été **calcinées à l'intérieur de leurs habitations**, tandis que d'autres ont été tuées alors qu'elles tentaient de fuir, traduisant le caractère indiscriminé et brutal des violences.

Dans la localité de **Melia**, les témoignages recueillis font état de **47 civils tués** lors d'incidents sécuritaires ayant frappé la zone, confirmant la persistance des attaques contre des populations non armées.

À **Byambwe**, **29 civils ont été tués**, dont **17 dans une structure sanitaire (hôpital)**. Parmi ces victimes figurent **11 femmes et 6 hommes**, ce qui met en évidence une atteinte grave aux espaces de protection et de soins, normalement considérés comme zones sécurisées en période de conflit.

Ces cas, corroborés par les échanges communautaires et les observations de terrain, traduisent une dynamique de violence systématique contre les civils et soulignent la vulnérabilité persistante des populations dans les zones affectées.

# **6** **CONSTATS PRINCIPAUX**



*Une fosse commune découverte lors de cette descente de terrain*

- Persistance des violences armées contre les civils ;
- Forte vulnérabilité des femmes et enfants ;
- Présence de fosses communes et traumatismes collectifs ;
- Incendies répétés de villages ;
- Faible présence de l'État dans certaines zones ;
- Corrélation entre insécurité et exploitation minière artisanale ;
- Normalisation progressive de la violence dans certaines communautés.

# **7** ANALYSE CRITIQUE



*Une rescapée partage son décrypte la situation sécuritaire dans la zone*

Les données collectées révèlent une dynamique structurelle de violence où les facteurs sécuritaires, économiques et sociaux sont profondément imbriqués.

Les zones minières artisanales apparaissent comme des espaces de vulnérabilité extrême, où :

- les femmes sont exposées aux violences sexuelles et économiques ;
- les jeunes filles sont victimes d'exploitation ;
- l'absence de régulation favorise les abus ;
- la pauvreté renforce les mécanismes de dépendance.

L'insécurité chronique contribue ainsi à la reproduction des inégalités de genre et à la fragilisation du tissu social.

### **7.1. Analyse socio-sécuritaire des dynamiques de violence**

Les données collectées lors de la mission de terrain à Mangurejipa révèlent une dynamique de violence complexe et multidimensionnelle, où les facteurs sécuritaires, économiques et sociaux s'entrecroisent. Les attaques récurrentes contre les civils,

les incendies de villages, ainsi que la destruction d'infrastructures de base traduisent une fragilisation continue du tissu social.

Cette insécurité chronique est aggravée par la faiblesse de la présence étatique dans certaines zones rurales, ainsi que par la porosité des espaces d'exploitation minière artisanale, qui constituent des zones de forte vulnérabilité. Dans ce contexte, les populations civiles évoluent dans un environnement instable marqué par la peur, les déplacements forcés et la normalisation progressive de la violence.

## **7.2. Analyse juridique (Droit international humanitaire et droit pénal international)**

Sur le plan du **droit international humanitaire (DIH)**, les faits documentés soulèvent de graves préoccupations juridiques. Ils peuvent être considérés comme des violations potentielles des principes fondamentaux de **distinction, de proportionnalité et de protection des personnes civiles**, tels que consacrés par les Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels (ICRC, 2016). Le ciblage de civils non combattants, ainsi que les attaques contre des habitations et des infrastructures essentielles, constituent des atteintes graves aux normes de protection des populations civiles en situation de conflit armé.

Par ailleurs, le fait que des hommes et des femmes aient été tués dans des espaces de refuge, notamment dans des structures sanitaires, constitue une violation grave des obligations de protection renforcée des établissements de santé, reconnus comme espaces protégés en droit international humanitaire.

Au regard du **Statut de Rome de la Cour pénale internationale**, ces actes peuvent être qualifiés de **crimes de guerre**, notamment lorsqu'ils impliquent des attaques intentionnellement dirigées contre des civils ou des biens de caractère civil (ICC, 1998, art. 8). Dans ce cadre, les violences rapportées dans les zones étudiées relèvent potentiellement de violations graves du droit international pénal humanitaire, appelant des mécanismes d'enquête, de documentation et de redevabilité appropriés.

## **7.3. Analyse genre et impacts différenciés des violences**

Les violences observées présentent également une dimension genrée marquée. Les femmes et les enfants apparaissent comme les groupes les plus vulnérables, notamment dans les zones de déplacement, les espaces de soins et les environnements d'exploitation économique informelle.

La présence de femmes parmi les victimes dans des structures sanitaires et des espaces de refuge met en évidence une exposition accrue aux violences en situation de crise. Cette réalité traduit non seulement une vulnérabilité structurelle, mais aussi une transformation des espaces censés être protecteurs en lieux d'insécurité.

Cette situation renforce la nécessité d'intégrer systématiquement l'approche genre dans l'analyse des conflits armés, ainsi que dans les mécanismes de prévention, de protection et de réponse humanitaire.

#### **7.4. Synthèse analytique**

Dans l'ensemble, les éléments recueillis démontrent que les violences dans la zone de Mangurejipa ne relèvent pas de faits isolés, mais s'inscrivent dans une dynamique structurelle de conflit caractérisée par la répétition des attaques, la fragilisation des institutions locales et la forte vulnérabilité des civils.

Cette situation appelle une réponse intégrée combinant sécurité, justice, protection des civils et renforcement des mécanismes communautaires de résilience.

# **8** RECOMMENDATIONS



*Des traces de la violence de l'ADF visibles sur cette maison. La famille se retrouve sans abri.*

## **8.1 Recommandations aux autorités et acteurs externes (axe prévention et réponse)**

- Mettre en place des mécanismes communautaires d'alerte précoce dans les zones affectées par l'insécurité ;
- Renforcer la protection des femmes et des filles dans les zones minières artisanales et les espaces à risque ;
- Réguler de manière stricte et effective les activités minières informelles afin de réduire les abus et exploitations ;
- Développer des alternatives économiques viables et durables pour les femmes, les jeunes et les familles vulnérables ;
- Lutter contre l'impunité des violences sexuelles et autres violations graves des droits humains ;
- Renforcer la présence de l'État dans les zones rurales et enclavées, notamment en matière de sécurité et de justice ;
- Appuyer les organisations locales de la société civile dans la prévention, la do-

cumentation et l'assistance aux victimes ;

- Promouvoir le dialogue communautaire et les mécanismes locaux de cohésion sociale et de paix durable.

## 8.2 Recommandations formulées dans la perspective des participants et communautés locales

En se mettant dans la peau des participants, familles victimes, femmes leaders et jeunes de Mangurejipa, plusieurs besoins prioritaires ont été exprimés implicitement ou explicitement lors des échanges :

- Soutenir les **initiatives locales des femmes**, notamment les groupements, associations et cadres de solidarité déjà actifs sur le terrain ;
- Former les femmes à des **compétences pratiques et économiques** (gestion des AGR, transformation agricole, petit commerce, artisanat) afin de renforcer leur autonomie ;
- Mettre en place des programmes de **formation sur les droits humains, la prévention des violences basées sur le genre et la protection communautaire** ;
- Appuyer la création de **caisses de solidarité communautaires féminines** pour répondre rapidement aux urgences locales ;
- Encourager la participation active des femmes dans les **mécanismes locaux de sécurité et de prise de décision** ;
- Renforcer l'accompagnement psychosocial des femmes et enfants victimes de violences ;
- Appuyer les jeunes dans des initiatives de **paix, sport, leadership et engagement citoyen** pour réduire leur vulnérabilité à la violence ;
- Faciliter l'accès des communautés à l'information et à des espaces de dialogue sécurisés ;
- Valoriser et accompagner les **leaders communautaires locaux (femmes, chefs de cellule, conseillers de jeunesse)** déjà engagés dans la cohésion sociale.

### 8.3 Recommandations internes à DYFEGOU (renforcement organisationnel et stratégique)

À la suite des échanges tenus avec les notables, les autorités locales et les femmes du secteur des **Bapere**, une attente claire a été exprimée : que DYFEGOU ne se limite pas à des actions ponctuelles de solidarité, mais qu'elle accompagne durablement le renforcement, l'organisation et la croissance des initiatives locales, en particulier celles portées par les femmes.

Dans cette logique, il est recommandé à DYFEGOU de :

- Renforcer le soutien aux **associations, groupes et initiatives féminines du secteur des Bapere**, en les accompagnant dans leur structuration, leur organisation interne et leur fonctionnement durable ;
- Développer un **partenariat local continu avec les femmes leaders, cadres communautaires et structures identifiées lors de la mission à Bapere**, afin d'assurer la continuité des actions après la mission ;
- Appuyer le **renforcement des capacités des femmes de Bapere** dans les domaines du leadership, de la gestion associative, de l'autonomisation économique et de la prévention des violences basées sur le genre ;
- Favoriser l'**organisation formelle des groupements féminins du secteur**, afin de leur permettre une reconnaissance officielle et un meilleur accès aux opportunités d'appui et de financement ;
- Mettre en place un mécanisme d'**accompagnement progressif et de suivi des initiatives locales de Bapere**, pour garantir leur évolution et leur autonomisation ;
- Consolider le système interne de collecte, de documentation et d'archivage des données de terrain afin de renforcer le plaidoyer ;
- Standardiser les outils de rapport de mission pour garantir la cohérence et la comparabilité des informations ;
- Renforcer les capacités de l'équipe sur la **prise en charge psychosociale, l'approche sensible au trauma et le genre en contexte de conflit** ;
- Mettre en place une base de données sécurisée sur les violences documentées et les zones à risque dans le secteur ;

# **9** CONCLUSION GÉNÉRALE



*Une autre maison brûlée*

La mission de DYFEGOU à Mangurejipa révèle une réalité complexe où les violences armées, la pauvreté et l'exploitation économique se renforcent mutuellement.

Cependant, au-delà des traumatismes, la mission met aussi en lumière une **forte capacité de résilience communautaire**, notamment portée par les femmes et les leaders locaux.

Une réponse durable nécessite donc :

- le renforcement des initiatives locales existantes ;
- l'autonomisation des femmes ;
- la protection des civils ;
- et une approche intégrée de paix, justice et développement.
- Poursuivre ou renforcer sa stratégie de plaidoyer fondée sur les témoignages, les réalités vécues et les données collectées à Bapere ;
- Consolider les partenariats avec les ONG, agences humanitaires et institutions nationales et internationales intervenant dans la zone ;

- Assurer la sécurité et la protection des équipes lors des interventions dans les zones enclavées du secteur ;
- Intégrer systématiquement l'analyse genre, paix et sécurité dans toutes les interventions de terrain ;
- Mettre en place un système de suivi post-mission pour évaluer l'évolution des dynamiques communautaires à Bapere.

# **10** RÉFÉRENCES

## **Sources institutionnelles et juridiques**

- International Committee of the Red Cross (ICRC). (2016). *Commentary on the First Geneva Convention*. Geneva: ICRC. <https://www.icrc.org>
- International Criminal Court (ICC). (1998). *Rome Statute of the International Criminal Court*. The Hague: ICC. <https://www.icc-cpi.int>
- United Nations. (1949). *Geneva Conventions of 12 August 1949*. Geneva: United Nations. <https://www.un.org>
- United Nations Security Council. (2019). *Reports on the protection of civilians in armed conflict*. New York: United Nations.

## **Source institutionnelle du rapport**

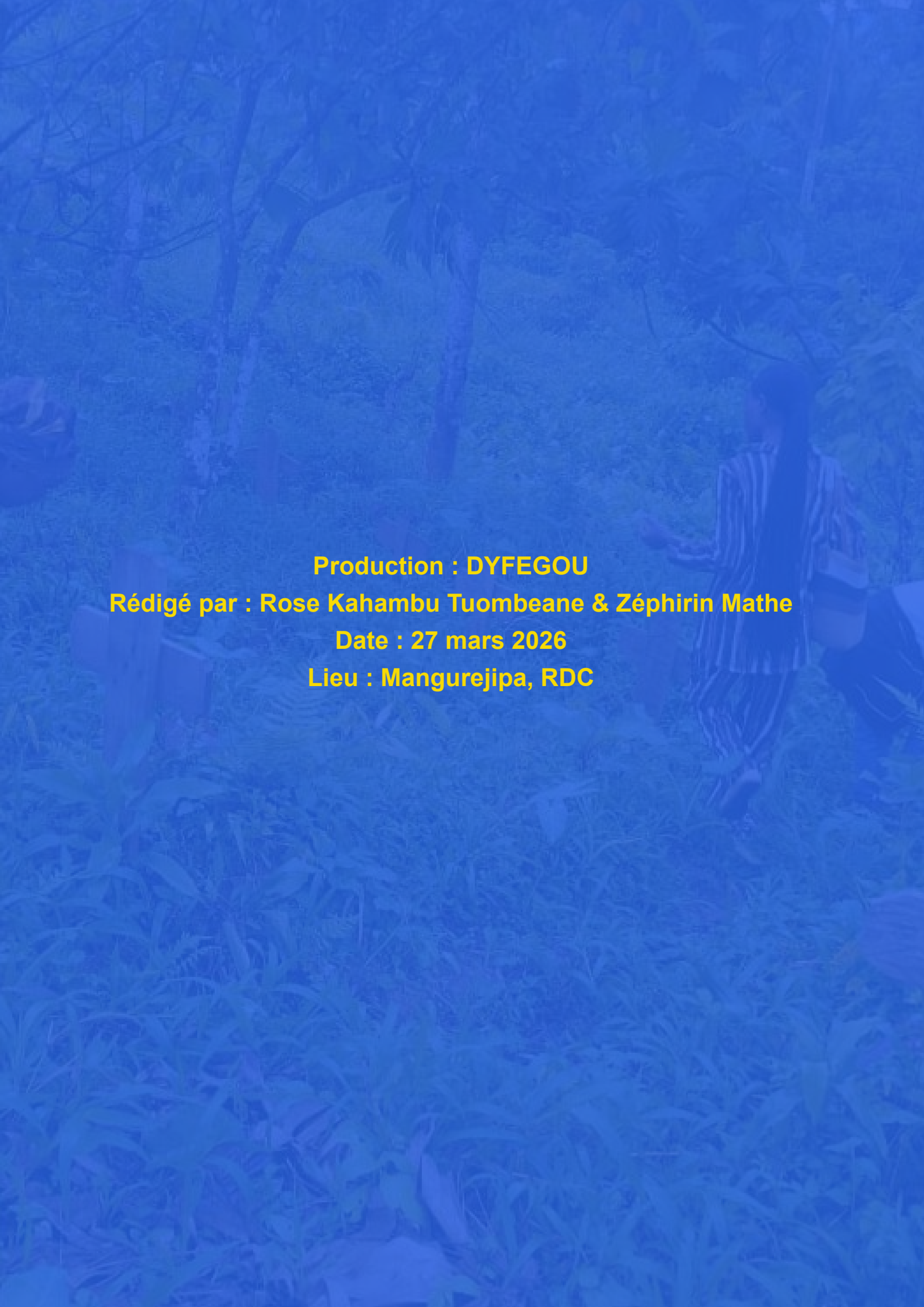
- DYFEGOU. (2026). *Rapport de mission à Mangurejipa : dynamique des violences, résilience communautaire et situation sécuritaire dans le secteur des Bapere*. Dynamique des Femmes pour la Bonne Gouvernance (DYFEGOU), Kinshasa/Mangurejipa, 27 mars 2026.

## **Sources méthodologiques (données de terrain)**

- DYFEGOU. (2026). *Focus group discussions avec les femmes, jeunes et leaders communautaires du secteur des Bapere (Mangurejipa), mars 2026*. Données internes de mission.
- DYFEGOU. (2026). *Entretiens communautaires semi-structurés avec les familles victimes et autorités locales du secteur de Bapere (Mangurejipa), mars 2026*. Données internes de mission.
- DYFEGOU. (2026). *Observation directe des sites de violences, fosses communes, villages incendiés et espaces communautaires affectés*. Mission de terrain, Mangurejipa.

## **Source documentaire complémentaire (terrain et chronologie)**

- DYFEGOU. (2026). *Chronologie des incidents sécuritaires dans le secteur de Bapere (2024–2026)*. Compilation issue des témoignages communautaires et leaders locaux.



**Production : DYFEGOU**  
**Rédigé par : Rose Kahambu Tuombeane & Zéphirin Mathe**  
**Date : 27 mars 2026**  
**Lieu : Mangurejipa, RDC**